

GLEIZES Jean-François

La fin des paysans n'est pas pour demain

La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, 2009, 175 p.

Souhaitant éclairer l'avenir de l'agriculture française, plusieurs organisations professionnelles des grandes cultures ont sollicité l'avis de neuf experts de disciplines différentes¹, de l'histoire à l'économie en passant par l'agronomie, la géographie, l'anthropologie...

La diversité des regards aboutit cependant à une étonnante convergence de points de vue. Le diagnostic sur la situation actuelle, en effet, est assez largement partagé : l'agriculture se trouve au cœur des enjeux économiques, écologiques, sociétaux et stratégiques de demain. On a redécouvert son rôle majeur à l'occasion de la crise alimentaire de 2007-2008, première crise alimentaire à l'échelle mondiale selon Michel Griffon. Cette crise ne sera malheureusement sans doute pas la dernière, puisque de l'avis de tous, les prix agricoles vont rester élevés sous l'effet de plusieurs facteurs (croissance de la demande des pays émergents, essor des biocarburants, plafonnement des rendements, etc).

Le décor économique pour les années à venir est donc celui de fortes tensions sur l'offre, conjugué à des contraintes environnementales croissantes (exigences des consommateurs, changement climatique, renchérissement de l'énergie...).

Les défis sont nombreux, à l'heure où l'agriculture française est confrontée à une certaine défiance du reste de la population : l'image de l'agriculteur s'est brouillée, il n'est plus l'homme à l'écoute de la nature, cher aux néo-rousseauistes que sont devenus les Français, mais un industriel comme un autre, explique François Ewald. La population française maintenant largement urbaine construit une relation affective avec une nature valorisée dans son origine sauvage, ajoute Pierre Radanne, et le monde agricole est devenu à ses yeux responsable de sa dégradation, servant ainsi de bouc émissaire. Plus les liens sociaux se réduisent, plus la campagne s'idéalise, renchérit Jean-Pierre Poulain, qui dénonce l'utopie rustique et prône une démystification de la campagne.

De ce constat découle une évidence : il est temps de définir un projet qui unifie l'agriculture (F. Ewald), un nouveau pacte agriculture / société (J. Viard, Jean-Paul Betbèze) qui soit un « pacte de confiance » (JF Gleize).

La question du « comment » est bien sûr abordée, et c'est là que la diversité des points de vue s'exprime davantage : il faut penser un « monde vert » comme on dit « monde industriel » ou « monde internet », selon Jean Viard, parler de « cols verts » pour les métiers de l'agriculture. Les agriculteurs pourraient s'inspirer de la démarche des industriels soumis à la montée des préoccupations de développement durable et mettre en place une RSA (responsabilité sociale des agriculteurs). Il suggère également de repenser l'agriculture sur le modèle de la Silicon Valley, de rapprocher le monde agricole des universités et des centres de recherche.

Jean-Paul Betbèze évoque des notions de politiques industrielles, de soutien pour renforcer les PME, ainsi que les pôles de recherche, de production, de financement, de prospection des marchés...

Concernant la nécessaire réforme de la PAC, Michel Griffon évoque l'idée d'ajuster le montant des subventions à l'évolution des prix internationaux, selon une formule à déterminer, de limiter les risques liés à la variabilité des rendements et d'assurer les producteurs d'une sécurité de revenu par un dispositif d'assurances approprié.

Pour Pierre Radanne, la voie à suivre est probablement celle d'un marché mondial ouvert mais stabilisé par des mécanismes de régulation (régulation des cours par les stocks, protection de certaines productions vivrières vis-à-vis des importations pour obtenir une meilleure autosubsistance...). Les pistes de réforme passent par la sortie des références historiques pour les paiements et la recherche d'un système plus équitable, notamment en faveur des territoires difficiles.

¹ Cet ouvrage reprend les « Entretiens Grandes cultures Société » publié par Passion Céréales, association interprofessionnelle. <http://www.agriculture-contributive.fr/entretien-agriculture-societe/>

Il faut également réfléchir au maintien des quotas afin de stabiliser certaines productions (lait), réduire les subventions à l'exportation vers les pays en développement...

Le monde agricole est en pleine transformation, au seuil d'une nouvelle révolution agricole, s'accordent à dire les auteurs, ce qui représente aussi des opportunités nouvelles : et si l'agriculture était sur le point de devenir carte maîtresse de la France, au même titre que nucléaire, l'industrie du luxe et le TGV ? se demande ainsi Dominique Moïsi.

Jean-Robert Pitte met l'accent sur l'énorme gisement de ressources que représente l'agrotourisme. De même, pour lui, la viticulture de qualité, et donc productrice de vins chers, est peut-être à l'avant-garde d'un mouvement appelé à s'amplifier. Président de la mission du Patrimoine alimentaire français², il va jusqu'à imaginer que la France prenne la tête d'une croisade pour la qualité alimentaire.

En définitive, ces textes visent à montrer, comme le dit JF Gleizes en conclusion, que l'agriculture n'est pas seulement un problème mais une partie de la solution. A condition toutefois qu'elle donne des preuves de son efficacité et de sa qualité, qu'elle soit transparente dans ses choix et ses résultats.

² Qui prépare le dossier de demande auprès de l'UNESCO pour que l'alimentation française soit inscrite sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.